

Juillet 2021

# Rapport

Dialogue multilatéral Genève



## Baromètre Genevois

Développements dans les organisations internationales de Genève  
de mai 2021 à mi-juillet 2021

*Olaf Wientzek, Sarah Ultes, Katarzyna Gorgol-Mäder, Rosa Seidler*

Le « Baromètre genevois » jette un œil de manière irrégulière sur certains événements dans les organisations internationales basées à Genève.

**Les questions de la distribution des vaccins et la recherche de réponses aux conséquences sanitaires, économiques, sociales, humanitaires et en matière de droits de l'homme de la pandémie continuent de dominer l'agenda genevois. Dans la discussion sur une éventuelle suspension de la protection des brevets pour les vaccins et les médicaments dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 (« TRIPS waiver »: «dérogation ADPIC»), il n'y a guère de perspective d'accord entre partisans et opposants. En conséquence, l'OMS et l'OMC cherchent des mesures plus pragmatiques pour garantir un approvisionnement en vaccins plus équitable. Malgré l'approche concrète et dynamique de la nouvelle directrice général, les progrès au sein de l'OMC ne peuvent être obtenus qu'au terme d'âpres luttes, comme le montrent les négociations sur la réduction des subventions à la pêche. Au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, la lutte contre le racisme institutionnel et la situation du Tigré étaient à l'ordre du jour. Les discussions controversées sur de nombreux textes ont conduit à prolonger la session d'une journée entière.**

### OMS - Visite ministérielle allemande avec effet de signal

Lors de la réunion de l'Assemblée mondiale de la santé à la fin du mois de mai<sup>1</sup>, les enseignements possibles de la pandémie pour la coopération

mondiale en matière de santé ont été discutés. L'un des principaux sujets abordés a été l'élaboration d'une éventuelle nouvelle convention-cadre (« traité sur les pandémies »). En raison des divergences entre les États membres, l'AMS a décidé d'examiner la valeur ajoutée et le contenu éventuel d'un tel traité lors d'une session spéciale du 29 novembre au 1er décembre. Des experts se sont entretenus à Genève les 15 et 16 juillet. Les partisans d'un traité sur les pandémies, notamment l'Allemagne, sont convaincus qu'après les expériences de COVID-19, les instruments existants doivent être complétés. Des règles plus contraignantes et des obligations concrètes des États membres sont nécessaires, comme l'a clairement indiqué le ministre fédéral de la santé Jens Spahn lors de sa visite à Genève le 15 juillet<sup>2</sup>.

La question d'une distribution plus équitable des vaccins est un sujet d'actualité à l'OMS – à travers l'augmentation massive des cas en Afrique ces dernières semaines le problème a été rendu encore plus urgent. Les dirigeants de l'OMS et de l'OMC, des experts et de nombreux représentants des États membres, ont averti que les efforts déployés jusqu'à présent ne sont pas suffisants et que le risque de nouvelles mutations du virus augmente. Lors de sa rencontre avec le directeur général de l'OMS, Tedros, Jens Spahn a signé un con-

<sup>1</sup> Un rapport détaillé sur l'AMS est disponible [ici](#).

<sup>2</sup> L'événement avec le ministre est à consulter [ici](#), un rapport détaillé se trouve [ici](#).

trat en vertu duquel l'Allemagne fournira 260 millions d'euros supplémentaires pour l'accélérateur ACT, l'outil le plus important dans la lutte contre la COVID-19, en plus des 2,2 milliards donnés jusqu'à présent<sup>3</sup>. En outre, le ministre a annoncé la fourniture de 30 millions de doses de vaccin, dont 80% seraient distribuées par le biais du mécanisme COVAX. L'Allemagne a ainsi envoyé un signal important de soutien aux initiatives multilatérales de lutte contre la pandémie et espère encourager d'autres pays à augmenter leurs contributions. Ces dernières semaines, le mécanisme COVAX a été critiqué, entre autres, pour son manque de transparence quant aux critères selon lesquels les doses de vaccin sont distribuées. Le mécanisme est toujours en retard sur ses objectifs (assez ambitieux), ce que les experts considèrent également comme une conséquence des nombreux accords bilatéraux (lucratifs) des États membres. En revanche, les rapports faisant état d'injections financières ou de dons de vaccins par d'autres pays pour le mécanisme se multiplient.

Au cours de cette visite, la question très controversée de l'origine du virus a également été mise à l'ordre du jour. Le 15 juillet, Dr. Tedros a précisé que la Chine n'avait pas fourni toutes les données à la suite de la première mission à Wuhan. L'OMS prévoit donc de nouvelles recherches à Wuhan et ne veut toujours pas écarter l'hypothèse d'un accident de laboratoire. Au cours de sa visite à l'OMS, le ministre Spahn a également précisé à plusieurs reprises que l'Allemagne attend davantage de coopération de la part de la Chine. La Chine a réagi de manière alarmante à cette annonce et a rejeté une nouvelle mission. La représentation de la Chine à Genève a publié une déclaration soutenue par 47 autres pays, qui déplore la prétendue politisation de la recherche de l'origine du virus<sup>4</sup>. La position de la Chine est soutenue par les "suspects habituels" (Russie, Biélorussie, Sri Lanka, Pakistan, Cuba, Venezuela, Cameroun, etc.)

## OMC - Premières déceptions pour les nouveaux dirigeants

L'accès mondial aux vaccins est une question d'actualité non seulement à l'OMS, mais aussi à l'OMC ces derniers mois.

### Pas de consensus sur la dérogation ADPIC

L'accent a été mis sur la suspension de la protection des brevets pour les vaccins et les médicaments contre la COVID-19, ce que l'on appelle la "dérogation ADPIC". En octobre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud avaient soumis une proposition de dérogation d'une très grande portée, à laquelle plus de 60 pays avaient officiellement adhéré. À la surprise de nombreux observateurs, les États-Unis ont modifié leur position initiale au début du mois de mai et se sont prononcés en faveur d'une discussion sur le texte de la proposition. Cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe dans la Genève internationale et a accru la pression sur les opposants à une dérogation, notamment l'UE, le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon et l'Australie, pour qu'ils abandonnent leur opposition. Toutefois, ces pays doutent encore qu'une dérogation permette de fournir les doses de vaccin nécessaires de toute urgence. Ils soulignent à plusieurs reprises que les capacités de production appropriées font défaut et que les restrictions à l'exportation, les obstacles bureaucratiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement qui en découlent constitueraient un obstacle bien plus important. En outre, des licences volontaires (entre autres : AstraZeneca, Johnson & Johnson) ont déjà été réalisées à plusieurs reprises et les discussions sur le renforcement des capacités de production locales ont également donné de premiers résultats.<sup>5</sup> De nombreuses questions divisent les membres : alors que l'Inde et l'Afrique du Sud préconisent également une large exemption pour les "produits et technologies de santé pour la prévention, le traitement et le contrôle du COVID-19" dans leur proposition révisée de mai 2021,

<sup>3</sup> <https://www.who.int/news/item/16-07-2021-germany-reinforces-its-commitment-to-support-who-s-work>

<sup>4</sup> Plus d'informations [ici](#) et [ici](#).

<sup>5</sup> Le 21 juillet, Pfizer/BionTech a annoncé un accord avec la société Biovac, basée au Cap, pour produire 100

millions de doses de vaccin par an pour les pays de l'UA à partir de 2022.

les États-Unis veulent la limiter aux seuls vaccins. La durée d'une éventuelle exemption fait également l'objet de discussions. Les critiques accusent la proposition sud-africaine et indienne de prévoir une abolition de facto des droits de brevet pour une période illimitée et ne considèrent pas la proposition à peine modifiée comme une base adéquate pour les négociations<sup>6</sup>. Cela a également contribué au fait qu'une proposition alternative de l'UE est actuellement discutée au sein du Conseil des ADPIC, qui se concentre sur l'utilisation des mécanismes existants au sein de l'Accord sur les ADPIC qui faciliteraient l'octroi de licences volontaires pour les produits/traitements au lieu de supprimer complètement la protection par brevet. Cette approche "pragmatique" trouve un écho dans d'autres pays tels que les États-Unis, la Norvège, le Royaume-Uni, le Mexique, le Chili et Singapour. Globalement, les positions sur les questions fondamentales (mise en œuvre pratique, extension aux secrets commerciaux) restent très éloignées. Lors d'une réunion du Conseil des ADPIC le 20 juillet, les négociateurs ont donc demandé plus de temps - c'est-à-dire au-delà de la réunion du Conseil général de l'OMC des 28 et 29 juillet, lorsque la question aurait dû être à l'ordre du jour. Face à cette impasse, les discussions sur des solutions alternatives pragmatiques se poursuivent dans le cadre de l'OMC : à l'approche d'une réunion entre les responsables de l'OMS et de l'OMC le 21 juillet, cette dernière a publié une liste d'obstacles<sup>7</sup> et de goulets d'étranglement (notamment de nature bureaucratique et réglementaire) qui compromettraient la production et la distribution de vaccins.

### **(Un peu) de mouvement dans les discussions sur la réduction des subventions à la pêche**

Au moins, il semble y avoir (enfin) une certaine dynamique dans les négociations sur la pêche qui durent depuis des années. Les négociations visent à éliminer les subventions à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et à interdire les subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche qui en résulte. Ces pourparlers étaient censés être conclus d'ici 2020, mais les positions

sur les questions clés étaient trop éloignées. Un accord est plus qu'urgent, notamment pour des raisons de durabilité (menace de surpêche dans les océans du monde); les résultats de la recherche montrent qu'une interdiction de grande envergure de toutes les subventions néfastes à la pêche pourrait entraîner une augmentation de la biomasse de poissons de 12,5 % d'ici 2050. En plus, après une longue période d'impasse, l'OMC doit enfin obtenir un nouveau succès de négociation. La nouvelle directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala, avait donc fait de la conclusion de l'accord de pêche - toujours considéré comme un dossier relativement prometteur - une priorité absolue et convoqué une réunion ministérielle virtuelle pour le 15 juillet. À l'approche de la réunion, l'ambassadeur colombien Santiago Wills, qui dirige les négociations, a fait circuler un nouveau projet de texte. Si Okonjo-Iweala avait initialement espéré parvenir à un accord, elle a dû réfréner ses attentes avant la réunion. Finalement, elle a considéré comme un succès le fait que, pour la première fois en 20 ans, un texte commun ait été convenu. Cependant, il y a plus de 80 (!) passages dans ce document qui doivent encore être clarifiés. En conséquence, les représentants des pays se sont montrés plus prudents. L'ambassadeur Wills a évoqué les "ingrédients d'une conclusion réussie". Les États-Unis ont clairement indiqué que, selon eux, des éléments importants manquent encore. La question de savoir dans quelle mesure les pays en développement doivent bénéficier d'exemptions par le biais d'un "traitement spécial différencié" est particulièrement controversée. Les États-Unis et l'UE souhaitent un accord aussi large que possible, tandis que l'Inde rejette un tel accord compte tenu de ses efforts pour développer sa propre industrie de la pêche. La Chine a indiqué qu'elle était prête à faire des compromis, mais elle s'oppose à ce que la question du travail forcé soit mentionnée dans le texte. Les observateurs considèrent comme un bon signe le fait que les États membres semblent également insatisfaits du projet actuel. Les chances d'une issue positive des pourparlers avant la conférence ministérielle de fin novembre ont augmenté. Toutefois, cela n'est pas certain.

---

<sup>6</sup> Une analyse détaillée se trouve [ici](#).

<sup>7</sup> La liste se trouve [ici](#).

## Conseil des droits de l'homme

### La session spéciale sur le conflit Israël-Gaza crée à nouveau une commission d'enquête

Face à la plus forte escalade des hostilités entre Israël et Gaza depuis 2014, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a convoqué sa 30<sup>e</sup> session extraordinaire le 27 mai à la demande du Pakistan et de la Palestine et avec le soutien d'un total de 69 États<sup>8</sup>. Il a été décidé de créer une nouvelle commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations présumées du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, ainsi qu'à l'intérieur d'Israël, avant et depuis le 13 avril, et sur les causes sous-jacentes<sup>9</sup>. Il a été adopté par 24 voix pour, 9 contre et 14 abstentions<sup>10</sup>. Les opposants ont critiqué, entre autres, l'absence de mention du Hamas et le mandat inhabituellement large et illimité, ce qui est également inhabituel parmi les mécanismes similaires.

### 15<sup>ème</sup> anniversaire en période de forte régression des droits de l'homme

La session de juin de cette année a marqué le 15<sup>e</sup> anniversaire du Conseil. Il n'y a guère de quoi se réjouir, compte tenu de ce que la Haut-Commissaire Michelle Bachelet a qualifié de « revers les plus profonds pour les droits de l'homme de notre vivant », notamment en raison de la pandémie. Tournée vers l'avenir, Michelle Bachelet a promu l'idée du Secrétaire général des Nations unies d'un nouveau contrat social, soutenu par un nouveau pacte mondial<sup>11</sup>. Une déclaration présidentielle exhortant les États à respecter leurs obligations en matière de droits de l'homme lors de la mise en

œuvre des mesures sanitaires n'a pas permis de dégager un consensus - la Russie a retiré son soutien. Au lieu de cela, 49 pays se sont engagés à placer les droits de l'homme au centre de leurs propres efforts de reconstruction<sup>12</sup>.

Plus d'un an après le meurtre de George Floyd et la session spéciale du Conseil qui a suivi, la session de juin de cette année a été dominée par le rapport du Haut-Commissaire sur le racisme institutionnel. Dans une résolution consensuelle, une mission d'enquête a été créée<sup>13</sup>. Les États-Unis ont salué cette démarche de manière autocritique et ont également adressé une invitation permanente à toutes les procédures spéciales<sup>14</sup>. Néanmoins, avec de nombreux États européens, ils ont rappelé que la question exigeait une réponse systématique de toutes les nations. La situation dans la région éthiopienne du Tigré<sup>15</sup> était également au centre des préoccupations. Le texte introduit par l'UE a été accueilli par un vent contraire massif. Tous les États africains ont voté contre ou se sont abstenus, mais il a finalement été adopté. En outre, de nouvelles résolutions ont été adoptées sur la Biélorussie, la Syrie, le Myanmar et l'Érythrée.

Dans l'ensemble, les débats ont été nettement plus conflictuels. Une nouvelle tendance en matière de résolutions est peut-être en train de se dessiner : même des textes autrefois consensuels sont désormais soumis au vote. En particulier, la critique par la Chine d'une approche de l'internet basée sur les droits de l'homme laisse déjà présager de futurs conflits. Certaines résolutions ont également été torpillées par de nombreux amendements - 51 au total, plus que jamais auparavant. En conséquence, le Conseil s'est réuni une journée entière de plus, mais a finalement rejeté toutes les

<sup>8</sup> 22 membres du Conseil, dont les Pays-Bas, ont soutenu l'initiative, ainsi que l'Irlande, la Belgique et le Luxembourg en tant qu'États européens ayant le statut d'observateur.

<sup>9</sup> La résolution A/HRC/RES/S-30/1, le vote et d'autres informations sont disponibles [ici](#).

<sup>10</sup> L'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie ont voté contre ; le Danemark, la France, l'Italie, la Pologne et les Pays-Bas se sont abstenus.

<sup>11</sup> Vous trouverez plus d'informations sur le contrat social [ici](#) et sur le pacte mondial [ici](#).

<sup>12</sup> Les signataires du «Sustainable Recovery Pledge» peut être trouvé [ici](#).

<sup>13</sup> Le rapport du Haut-Commissaire sur le racisme systématique peut être consulté [ici](#) et la résolution [ici](#).

<sup>14</sup> Il s'agit de rapporteurs spéciaux, d'experts indépendants et de groupes de travail. Plus d'informations [ici](#).

<sup>15</sup> Il n'y avait qu'une seule déclaration commune à la réunion de février. Il peut être consulté [ici](#).

requêtes. Un grand nombre de déclarations critiques ont également été lues. Le Canada, par exemple, a critiqué la situation des droits de l'homme au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong au nom de 44 autres États et a exigé un accès sans entrave pour les enquêtes indépendantes et le Haut-Commissaire (les négociations à ce sujet durent depuis un an). Cela a provoqué une réaction brutale : la Biélorussie, au nom de 67 autres États, a fait l'éloge de la politique de Pékin et la Chine, a critiqué le Canada pour le traitement de sa population indigène et a également demandé des enquêtes indépendantes<sup>16</sup>. Un événement particulièrement frappant : l'Ukraine, initialement cosignataire de la déclaration canadienne, a retiré sa signature, probablement dans le contexte des livraisons de vaccins et de la pression politique correspondante de la Chine. L'Ukraine est habituellement l'un des plus proches alliés de l'Occident lorsqu'il s'agit de voter. En revanche, les États-Unis, au nom de 63 autres États, ont souligné le rôle particulier des démocraties dans la protection et la promotion de tous les droits de l'homme<sup>17</sup>. Étant donné que les États-Unis et le Canada reconnaissent leurs propres violations des droits de l'homme, les accusations correspondantes de la Chine et de la Russie perdent de leur impact.

### **Le nouveau rapport annuel du UNHCR et les grandes attentes envers l'Allemagne**

Malgré la fermeture des frontières au niveau mondial en 2020 (plus de 160 pays ont maintenu leurs frontières fermées, 99 n'ont pas fait d'exception pour les personnes en quête de protection), le nombre de personnes fuyant leur foyer a atteint un nouveau record de 82,4 millions l'année dernière, selon le rapport annuel du HCR<sup>18</sup>. Dans ce contexte, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a réaffirmé la priorité des solutions politiques aux conflits pro-

longés. Il a appelé l'UE et explicitement l'Allemagne à étendre leur engagement politique, notamment en ce qui concerne le processus de paix en Afghanistan. En raison de l'escalade de la violence, une crise humanitaire est imminente, selon le HCR. Plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont déjà été enregistrées. Dans le même temps, Grandi a explicitement salué l'engagement de l'Allemagne sous l'ère Merkel et a exprimé l'espoir que celui-ci pourrait même être élargi en matière de politique des réfugiés et de paix après les élections du Bundestag.

### **Le nouveau dirigeant de l'OCHA doit faire face à d'énormes défis**

L'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, le Britannique, Martin Griffith, a officiellement succédé à Mark Lowcock à la tête du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en juillet. Jusqu'à ce qu'un successeur soit trouvé pour le Yémen, il accompagnera les deux postes. En tant que troisième donateur humanitaire et deuxième donateur le plus important de l'OCHA, la réduction par le gouvernement britannique du financement de l'aide internationale de 0,7 % à 0,5 % du revenu national brut, soit environ 4,67 milliards d'euros, avait relancé les discussions sur la revendication historique du Royaume-Uni à ce poste. Des coupes budgétaires allant jusqu'à 50 % sont à prévoir pour la Syrie et jusqu'à 60 % pour le Yémen. Les coupes ont été vivement critiquées par Lowcock et Griffith. Griffith est très respecté dans la communauté humanitaire et est considéré comme éprouvé en cas de crise. Face à "l'ouragan des crises humanitaires" dans le monde, comme l'a récemment prévenu la vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina Mohammed, au Conseil de sécurité, cette qualification est indispensable.

---

<sup>16</sup> La déclaration commune du Canada peut être consulté [ici](#), celui du Belarus [ici](#) et celui de la Chine au Canada [ici](#).

<sup>17</sup> La déclaration commune chinoise sur le Royaume-Uni peut être trouvé [ici](#), ainsi que l'américaine sur les démocraties [ici](#). Les partisans respectifs peuvent être vus sur la [Carte du mois juillet](#).

<sup>18</sup> Le rapport annuel complet du HCR est disponible [ici](#), et un court résumé [ici](#).

## Impact du Sommet Genevois

Le premier test de résistance pour le dialogue entre les États-Unis et la Russie au lendemain de la rencontre Biden-Poutine à Genève le 16 juin, a été la prolongation des livraisons d'aide transfrontalière de l'ONU pour environ 3,4 millions de personnes dans la région d'Idlib via le passage frontalier syro-turc de Bab al-Hawa. Avec la résolution 2585<sup>19</sup> du Conseil de sécurité du 9 juillet, ce point a été dépassé pour l'instant. Les diplomates américains avaient considéré à l'avance cette question comme un test crucial pour les relations bilatérales entre les deux pays. Cependant, seul un consensus minimal absolu a été atteint. Il combine le maintien des livraisons d'aide transfrontalière avec l'expansion de l'aide aux frontières. Le mandat est initialement valable pour six mois et peut être prolongé de six mois supplémentaires en fonction d'un rapport du Secrétaire général des Nations unies. Cela répond, entre autres, aux préoccupations de la partie russe. La partie américaine avait fait de nombreuses concessions. Un autre résultat du sommet de Genève a été la décision de reprendre un dialogue sur la stabilité stratégique afin de renforcer la prévisibilité, de réduire le risque de guerre nucléaire et de jeter les bases de futures mesures de contrôle des armements et de réduction des risques. Les premiers pourparlers devaient débuter à Genève le 28 juillet et porteront sur tous les types d'armes, c'est-à-dire les armes nucléaires et non nucléaires, les systèmes offensifs et défensifs.

## Les pourparlers sur les élections en Libye échouent pour le moment

Bien que les pourparlers aient été prolongés de quatre à cinq jours, le Forum de dialogue politique libyen (FDPL), qui s'est réuni à nouveau sous les auspices des Nations unies à Genève du 28 juin au 2 juillet, n'a pas pu se mettre d'accord sur la base constitutionnelle des élections présidentielles et

parlementaires prévues pour le 24 décembre. Les observateurs ont rapporté des débats animés. Après le cessez-le-feu et la formation d'un gouvernement d'unité en mars de cette année, les élections sont considérées comme une étape importante dans les efforts internationaux visant à stabiliser ce pays en guerre civile. Les pourparlers de Genève ont été précédés par une conférence sur la Libye qui s'est tenue à Berlin à la fin du mois de juin.

## 109e Conférence internationale du travail

La 109e Conférence internationale du travail (CIT) s'est tenue à Genève du 7 au 19 juin. La CIT, virtuelle pour la première fois de son histoire, a réuni des représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des États membres de l'OIT (Organisation internationale du travail). Point important de la conférence : Impact de la COVID-19 sur le monde du travail. Au total, 14 résolutions ont été adoptées, notamment sur l'impact de la COVID-19 sur le monde du travail, la situation au Myanmar et l'amélioration des systèmes de protection sociale<sup>20</sup>. Les délégués ont également adopté à l'unanimité un appel mondial à l'action<sup>21</sup> pour éviter les dommages à long terme sur l'économie et la société. L'accord comprend : des mesures visant à soutenir une reprise qui renforce considérablement le travail et la protection sociale et soutien pour les entreprises durables. Il convient de noter l'entrée en vigueur du premier traité international contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail le 25 juin, soit deux ans après son adoption. Les pays sont juridiquement liés par les dispositions de la convention un an après la ratification<sup>22</sup>.

Le Sommet de la CIT sur le monde du travail, qui s'est tenu les 17 et 18 juin, a mis l'accent sur l'impact dévastateur de la pandémie. Des dirigeants mondiaux et des représentants d'organisations de travailleurs et d'employeurs et de l'ONU, dont le

<sup>19</sup> La résolution S/RES/2585 (2021) prolongeant les livraisons d'aide à la Syrie peut être consultée [ici](#).

<sup>20</sup> Une vue d'ensemble peut être trouvée [ici](#).

<sup>21</sup> L'appel peut être consulté [ici](#).

<sup>22</sup> La Convention reconnaît le droit à un environnement de travail exempt de violence et de harcèlement. Elle

fournit également la première définition internationale de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, y compris la violence et le harcèlement fondés sur le sexe.

pape François et le président américain Biden, ont fait des déclarations soulignant l'importance de promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde du travail qui évolue rapidement.

Les délégués ont également adopté une résolution urgente sur le Myanmar<sup>23</sup>, appelant au rétablissement de la démocratie et d'un régime civil, à la fin des arrestations arbitraires et des violations des droits de l'homme, et à la restauration des droits fondamentaux. La deuxième partie de la conférence est prévue du 25 novembre au 11 décembre.

## UIT - Duel pour la direction

Le Conseil de l'UIT, l'organe directeur le plus important de l'Union internationale des télécommunications (UIT), a tenu sa réunion annuelle du 8 au 18 juin. Un certain nombre de questions opérationnelles ont été abordées, qui avaient été reportées en raison de la pandémie, comme l'organisation de la prochaine Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) ou de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT). En marge de la conférence, la concurrence entre les États-Unis et la Russie pour le poste de secrétaire général de l'UIT, qui sera élu en 2022, est de plus en plus claire. La candidate américaine, Doreen Bogdan Martin, est actuellement directrice du secteur du développement de l'UIT. En juin, la Russie a présenté le programme de son candidat officiel, Rashid Ismailov. L'ancien vice-ministre du ministère russe des télécommunications et des communications de masse et ancien responsable des télécommunications chez Huawei considère l'UIT comme un lieu central de régulation de l'économie numérique. Il suggère, entre autres, que l'UIT se concentre sur l'élaboration de normes et de règles "dans le domaine de la sécurité de l'information lors de l'utilisation des télécommunications/TIC", ce qui est une demande russe habituelle. L'intelligence artificielle, tant d'un point de vue technique qu'éthique, est identifiée par le candidat russe comme un autre domaine d'activité. Ces idées, même si elles sont présentées de manière très diplomatique, constituent des lignes rouges pour l'UE et d'autres pays partageant les mêmes idées, qui ont toujours préconisé que l'UIT se concentre

sur son mandat principal dans le domaine des télécommunications. Pour l'Europe, l'intérêt de l'agence réside dans la coordination mondiale du spectre radioélectrique et dans la lutte contre la fracture numérique mondiale.

## Les négociations de la CNUCED15 progressent lentement

La 15e conférence quadriennale de la CNUCED<sup>24</sup> (UNCTAD15) se déroulera en ligne du 3 au 8 octobre 2021. L'événement portera sur le lien entre commerce et développement et fournira des orientations pour son travail au cours des quatre prochaines années. Le document final qui sera adopté à ce moment-là est en cours de négociation à Genève. Les pourparlers progressent lentement et l'on s'attend à ce qu'ils ne soient conclus que peu de temps avant la conférence.

Le G77 et la Chine devraient approuver une extension des lignes directrices convenues lors de la dernière réunion, en ajoutant des questions qui sont devenues plus importantes depuis (par exemple, la dette, le changement climatique, la fiscalité internationale). L'UE insistera probablement sur les questions d'organisation, telles qu'une meilleure hiérarchisation des travaux, l'introduction d'une gestion axée sur les résultats et une délimitation claire des mandats des autres organisations internationales.

Les préparatifs de la conférence se déroulent dans le contexte d'un changement de direction, Rebeca Grynspan, du Costa Rica, ayant été confirmée comme nouvelle secrétaire générale le 11 juin.

Pour l'UE, en tant que principal donneur de fonds de l'aide au développement, la CNUCED est un forum important pour la communication avec les pays en développement et un radar pour évaluer leur "humeur politique". Ces dernières années, des pays comme les États-Unis, le Japon et le Canada se sont moins impliqués dans l'organisation. Cela fait de l'UE un contrepoids essentiel à certaines voix extrêmes qui veulent positionner l'organisation comme un concurrent d'autres organisations, notamment l'OMC.

<sup>23</sup> La résolution ILC.109/Résolution II sur le Myanmar peut être consultée [ici](#).

<sup>24</sup> CNUCED est l'acronyme de Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

## Commentaire et Perspective

L'optimisme qui a été réveillé après une longue période par le retour des États-Unis dans les organisations multilatérales et l'accord sur une nouvelle directrice générale de l'OMC au printemps n'a pas complètement disparu, mais il a largement laissé place à un réalisme nostalgique. Les négociations difficiles sur la pêche et les débats très émotionnels mais peu concluants sur la meilleure stratégie pour promouvoir l'approvisionnement en vaccins montrent que les intérêts des États (groupes) importants sont très éloignés dans les dossiers clés.

La session du Conseil des droits de l'homme montre clairement que les États autoritaires intensifient leurs efforts pour affaiblir les normes mondiales en matière de droits de l'homme et leur mise en œuvre. La bataille pour la direction de l'UIT et son orientation future au cours de l'année à venir promet d'être vive.

Le retour des États-Unis et leur revendication du leadership dans diverses organisations est un très grand gain du point de vue occidental, mais ici et là, il y a aussi un potentiel de friction. Cela s'applique, entre autres, à la réforme de la coopération mondiale en matière de santé : l'Allemagne et

l'UE s'efforcent d'élaborer le traité pandémique le plus ambitieux possible, tandis que les États-Unis restent distants vis-à-vis de cette idée. Ici et là, le rôle central de l'Allemagne au sein de l'OMS, qui a de nouveau été mis en évidence lors de la visite du ministre de la Santé, Jens Spahn, est également considéré avec suspicion. Une fois encore, l'Allemagne et l'UE se sentent prises à contre-pied par le soutien public de Washington à la dérogation ADPIC.

Dans ce contexte, il est remarquable (et frustrant d'un point de vue allemand et européen) de constater la virulence avec laquelle l'UE et l'Allemagne sont clouées au pilori sur la question de la renonciation aux droits de propriété par certaines parties de la scène sanitaire mondiale de Genève. Nombre de ces acteurs semblent avoir oublié les mois de restrictions à l'exportation imposées par d'autres pays (notamment les États-Unis), l'engagement décisif de l'Allemagne et de l'UE en faveur de l'accélérateur ACT et de COVAX, les contributions à un renforcement politique et financier de l'OMS et à un traité ambitieux sur les pandémies.

### Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Dr. Olaf Wientzek  
Directeur Dialogue Multilatéral Genève  
Coopération européenne et internationale  
[www.kas.de](http://www.kas.de)  
[olaf.wientzek@kas.de](mailto:olaf.wientzek@kas.de)



Der Text dieses Werkes ist lizenziert unter den Bedingungen von „Creative Commons Namensnennung-Weitergabe unter gleichen Bedingungen 4.0 international“,  
CC BY-SA 4.0 (abrufbar unter: <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)